

RÉVÉLATION *Algérie*

// Par Philippe Lobjois et Khaled Melhaa

TERRORISME D'ÉTAT

**LA GUERRE SECRÈTE
DE LA FRANCE
CONTRE L'ALGÉRIE**

Le président français Valéry Giscard d'Estaing et son homologue algérien
Houari Boumediene, le 10 avril 1975 à Alger // Photo : Roger Violette



Au cœur des années 70, l'Algérie est victime de sévères tentatives de déstabilisation menées par de mystérieux groupuscules. Plus de quarante ans après les faits, Sang-froid peut affirmer aujourd'hui que les services français, avec l'aval probable de Valéry Giscard d'Estaing, tiraient les ficelles dans l'ombre. Enquête.

Roissy, 20 décembre 1986. Dans un avion d'Air France en provenance d'Alger, un homme silencieux attend avec impatience de descendre. Il s'appelle André-Noël Cherid et vient de passer dix ans dans les prisons algériennes. Sa liberté, comme son retour, ont été négociés au plus haut sommet de l'État.

Arrivé à Orly, Cherid se dirige vers le comptoir des arrivées lorsque deux hommes viennent vers lui et l'arrêtent en souriant. Ils ont la cinquantaine et se présentent comme des commandants de la DGSE, les services secrets français extérieurs. Ils sont venus lui éviter la douane et la sortie des voyageurs, mais surtout les journalistes qui l'attendent. Par une sortie protégée des regards, Cherid est évacué vers une voiture qui prend la direction de la banlieue parisienne. C'est durant le trajet que les deux commandants lui expliquent ce qu'ils attendent de lui et cela tient en une seule consigne : tout ce que sait Cherid, tout ce qu'il vient de vivre en Algérie ne doit jamais entrer dans les livres d'histoire et encore moins s'étaler dans les pages d'un journal.

Trente-cinq ans plus tard, nous avons retrouvé André-Noël Cherid qui nous a donné rendez-vous dans un appartement de Toulon. Jusqu'au bout, il a respecté la consigne des militaires français. S'il a accepté d'en parler, c'est qu'il savait qu'il n'en

avait plus pour longtemps, car André-Noël Cherid restait l'un des rares survivants d'une guerre secrète qui fut menée jusqu'en 1981 contre l'Algérie.

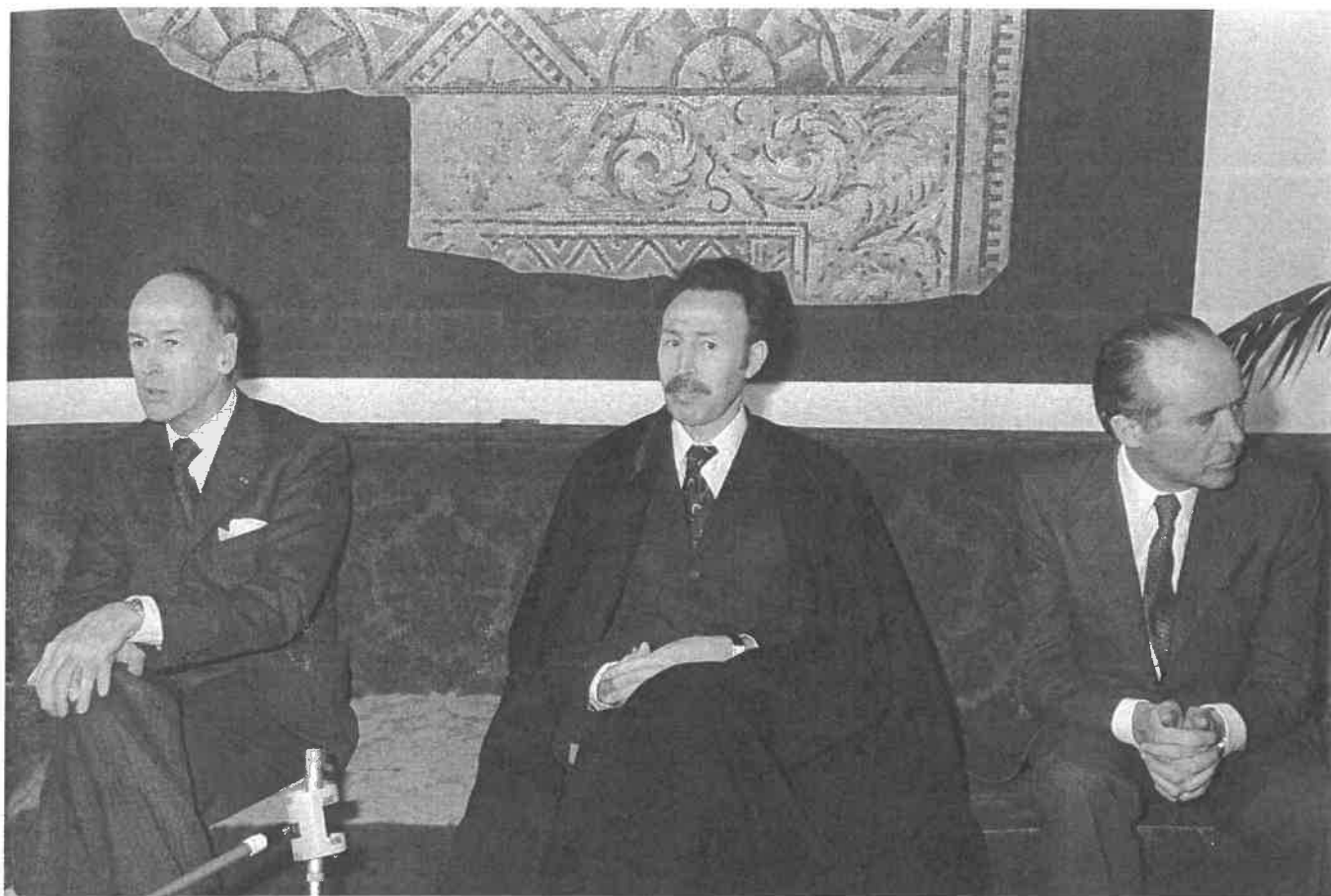
Une guerre protéiforme mélangeant actions militaires, attentats contre les biens algériens dans toute l'Europe, entraînement de mercenaires en vue de déstabiliser le jeune État algérien et assassinats ciblés de ressortissants algériens. Pendant près de sept ans, tous les coups les plus tordus furent permis.

**MONDE LIBRE
ET RIPOSTE SECRÈTE**

Mais pour comprendre l'origine de cette guerre secrète, il faut se placer dans les bagages de Valéry Giscard d'Estaing, un an après son élection. Le 10 avril 1975, le président français marche sur le tapis rouge de sa descente d'avion à Alger. Il veut améliorer les relations franco-algériennes et tirer un trait sur le passé. Il y a du travail. En 1971, Alger a nationalisé le pétrole, les deux pays s'opposent sur le Sahara occidental et depuis deux ans un mystérieux groupe d'extrême droite, le groupe Charles Martel, terrorise la

communauté algérienne. Le 14 décembre 1973, une bombe explose au siège du consulat d'Algérie à Marseille. Le bilan est lourd : 5 morts et 23 bles-

Si le voyage officiel décrit dans les journaux est une réussite, il se passe mal en réalité. Incompréhension, méfiance, les deux pays sont prisonniers de l'histoire récente



Valéry Giscard d'Estaing (à gauche) et Jean Sauvagnargues, ministre des Affaires étrangères français (à droite), reçus par le président algérien Houari Boumediene // Photo : Roger Viollet

sés sont à dénombrer au milieu des décombres. Puis, le 2 mars 1975, un double attentat souffle les bureaux d'Air Algérie à Lyon et à Toulouse.

À Alger, VGE sait que derrière la foule algérienne qui l'acclame, un régime hostile l'attend. L'Algérie est devenue, depuis les accords d'Évian en 1962, le centre des mouvements révolutionnaires de la planète. La capitale, Alger, est le lieu de ralliement de tous les mouvements internationalistes. Groupes indépendantistes, mouvements de libération, tout ce que le monde compte en guérillas armées s'y retrouve. Accueillis à bras ouverts, ces « frères » y reçoivent aide, conseils et même financement.

Ex-officier des services secrets algériens puis ambassadeur, Sadek Kitouni était l'un des facilitateurs de cette « coopération » : « *Il y avait tout le monde. Les Black Panthers côtoyaient le Front Farabundo Marti salvadorien, les rebelles angolais croisaient le Front de libération du Mozambique, les Palestiniens discutaient avec le Front de libération du Québec... Le monde*

révolutionnaire dans son ensemble était là ! Ça pouvait inquiéter ceux d'en face, les régimes réactionnaires », se souvient-il.

Giscard se trouve justement dans cet autre camp. Connu pour ses sympathies envers l'OAS, le nouveau président français demeure antigauilliste, anticommuniste et atlantiste. « *Il lui était impossible d'accueillir le président algérien Boumediene à Paris car il aurait fallu couvrir l'avenue de drapeaux algériens et, pour Giscard et ses conseillers, c'était hors de question* », confie aujourd'hui Paul Balta, l'ancien correspondant du journal *Le Monde* en Algérie.

Si le voyage officiel décrit dans les journaux est une réussite, il se passe mal en réalité. Incompréhension, méfiance, les deux pays sont prisonniers de l'histoire récente. Et le jour de l'arrivée du président français, une bombe explose à Paris devant le consulat d'Algérie : un attentat signé, une nouvelle fois, par le groupe Charles Martel afin de protester « *contre la visite du président français en Algérie* », selon

le communiqué de revendication. Au lieu de se renforcer, les relations se tendent. Paris réduit ses achats de pétrole en provenance d'Algérie et, huit mois après la visite de Giscard, Alger nationalise les dernières sociétés françaises.

En France, la riposte est moins visible, plus secrète. À cette époque, le service de renseignement extérieur (SDECE) décide de s'allier avec son homologue américain, la CIA, et d'autres services secrets du « monde libre » pour contrer la poussée communiste. Et l'Algérie sera rapidement la cible des attaques de cette « sainte alliance ».

Le 3 janvier 1976, quatre bombes sont déposées en Algérie. L'une d'entre elles explose devant le journal *El Moudjahid*. Cette fois-ci, l'attentat est revendiqué officiellement par un groupe, les Soldats de l'opposition algérienne (SOA).

Dans un communiqué intitulé « *l'heure de la libération a sonné* », le SOA se présente comme « *une opposition algérienne qui vient de donner le signal de départ à la libération de notre pays de la dictature du*

président Boumediene et va porter la lutte sur le territoire algérien ».

Le SOA menace également de faire débarquer des milliers d'hommes clandestinement en Algérie afin de porter « *le feu contre l'usurpateur Boumediene* ». Ces Soldats de l'opposition algérienne ne sont pas des inconnus. C'est leur sigle qui apparaît dans les revendications de la longue liste des attentats qui résonnaient déjà durant l'année 1975.

Le 3 février, un attentat a lieu contre le bureau d'Air Algérie à Lyon. Dans la nuit du 26 au 27 juillet, des attentats sont commis contre les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe, à Paris, Lyon et Roubaix. Le 18 août, trois actions similaires à Rome, Londres et Bonn visent les ambassades

d'Algérie. Dans la nuit du 13 au 14 septembre 1975, on enregistre un attentat contre le siège de l'Amicale des Algériens en Europe à Strasbourg. Le 4 novembre, nouvelle attaque contre le consulat d'Algérie à Nice.

« FAIRE MONTER LA TENSION EN ALGÉRIE »

Créé en 1973, le SOA est dirigé par Mouloud Kaouane. Connu par les autorités algériennes depuis 1959 comme un agent des services secrets français, il avait notamment été chargé de noyauter l'antenne française du Front de libération nationale, la fédération de France du FLN. Démasqué et condamné à mort, il échappera de peu à un attentat. En 1965, trois ans après l'indépendance, l'ex directeur technique du SDECE, le colonel Fourcaud, propose à Mouloud Kaouane de rentrer en Algérie afin d'implanter un mouvement d'opposition, une sorte de

À cette époque, les services de renseignement extérieur du « monde libre » décident de s'allier pour contrer la poussée communiste. L'Algérie sera rapidement la cible des attaques de cette « sainte alliance »

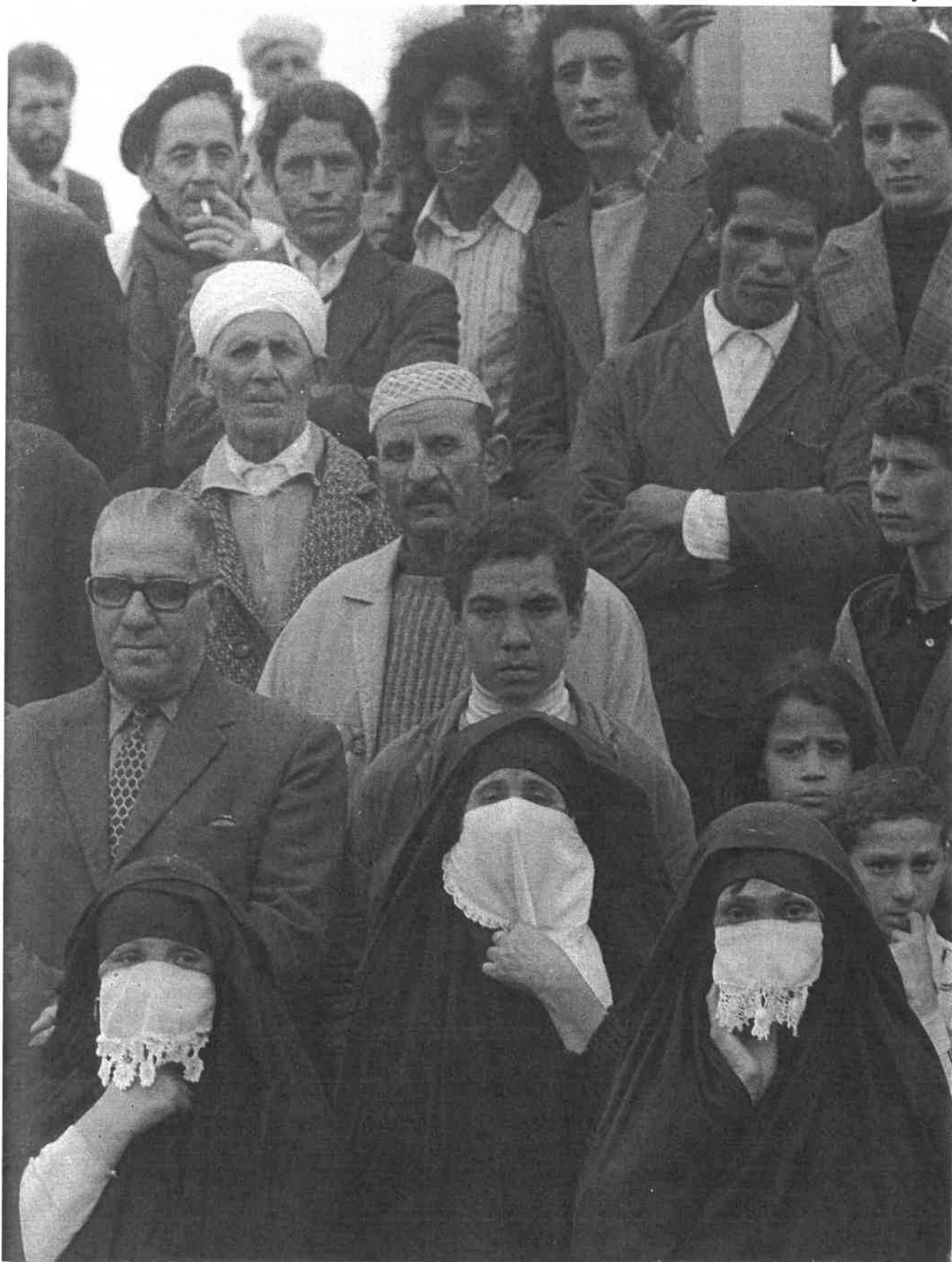
maquis anti-FLN. Mouloud Kaouane sera arrêté peu après son arrivée, condamné et mis en prison. Libéré au bout de quelques années, il se réfugiera à Lisbonne. C'est

là qu'il fera la connaissance d'Yves Guilloux, alias colonel Laurent ou Guérin-Sérac.

Ce dernier a également un certain pedigree. Officier de l'armée française, ancien de Corée et d'Indochine, il est devenu capitaine en Algérie. Affecté au 11^e choc, le bras armé des renseignements français, il rejoint l'OAS en 1962 avant de se réfugier en Espagne et au Portugal puis de monter, avec Kaouane, une organisation anticommuniste à vocation internationale.

Pour camoufler cette organisation naissante, une agence de presse est créée en 1966. Elle s'appelle *Aginter Press*. Basée à Lisbonne, elle devient une antenne du SDECE sur place. Véritable prestataire de services, Aginter va fournir pendant de nombreuses années tout le

De nombreux habitants d'Alger étaient venus accueillir le président français, le 10 avril 1975, lors de sa visite // Photo : Roger Viollet





FAUX PAPIERS ET EXPLOSIFS

Près de quarante ans après ce fameux 3 janvier 1976, André-Noël Cherid se souvient parfaitement des jours qui ont précédé l'attentat. « Mon frère m'a présenté un Américain. Il s'appelait Jay Salby. Il avait entraîné des milices en Amérique latine. Mais à l'époque

je ne connaissais pas complètement son parcours », se souvient Cherid, avant d'ajouter : « J'apprendrai plus tard qu'il travaillait pour la CIA. Salby avait besoin d'un guide pour se déplacer dans Alger qu'il ne connaissait pas. Mon frère m'a proposé et c'est comme cela que je me suis retrouvé dans l'opération. » Mais outre sa connaissance du terrain, André-Noël Cherid a une autre particularité dont il parle moins : son impressionnante maîtrise des explosifs acquise dans l'armée.

Toujours dans l'optique du fameux « soulèvement » des populations berbères, le petit groupe doit « prendre contact avec des opposants algériens et leur remettre des tracts appelant les populations de Kabylie à se soulever ». Quelques jours plus tard, le colonel Laurent, toujours à la manœuvre, leur remet de faux papiers espagnols.

Le 30 décembre, les deux hommes embarquent en voiture, depuis le port de Palma de Majorque, sur un ferry à destination d'Alger. À peine arrivés, ils sont rejoints par un jeune kabyle du nom de Mohamed Medjeber, détenteur d'un faux passeport français. Dès lors se déroule une scène pour le moins surprenante selon la version d'André-Noël Cherid. « Il est arrivé avec un sac de sport vide et nous a demandé où était le matériel. Je lui ai demandé de quoi il parlait et il a répondu tout naturellement : "bah les explosifs !" ». Là, j'ai vu Salby se pencher vers les ailes arrière de la voiture. Elles étaient bourrées de plastic. Il y avait huit bombes prêtes à être posées ! Il les a transvasées discrètement dans le sac de Medjeber », raconte-t-il.

nécessaire pour des opérations clandestines internationales. Spécialistes en tout genre, tueurs à gages, mercenaires : la société est bientôt sollicitée par les différents gouvernements « réactionnaires » mondiaux. En accointance avec la CIA, elle fournit des hommes pour la création d'escadrons de la mort au Guatemala, en Bolivie, au Chili, en Argentine ou au Salvador. « Aginter était une merveilleuse boîte à outils pour les opérations noires », explique d'ailleurs Charles Cogan, ancien résident de la CIA à l'époque en poste au Maroc.

Cinq jours après l'attentat contre *El Moudjahid*, les terroristes présumés sont finalement arrêtés. Parmi eux, André-Noël Cherid. Pieds-noirs d'Alger, lui et son frère se sont engagés dès le début de la guerre d'Algérie dans le mouvement de l'activiste Joseph Ortiz puis ont rejoint le FAF, le Front d'Algérie française, auquel André-Noël Cherid restera fidèle près de dix ans. Son frère, Jean-Pierre, rejoindra, lui, l'OAS et fera la connaissance du colonel Laurent.

Les présentations entre Cherid et le colonel Laurent faites, ce dernier lui propose de partir à Alger pour aider les opposants locaux et retrouver des traces des milliers de disparus français, toujours prisonniers du régime algérien. Cherid reconnaît aujourd'hui que l'opération à laquelle il a participé faisait partie d'un plan plus large qui était « de faire monter la tension à Alger et dans toute la Kabylie en aidant les Berbères à se soulever contre le nouveau gouvernement algérien ».

Quatre cibles ont été désignées. Le journal *El Moudjahid* et les tribunaux militaires de Blida, Constantine et Oran. Le soir même le commando passe à l'action. « *J'étais au bar avec Salby lorsque j'ai entendu la déflagration. On s'est dit : "tiens, demain ils ne liront pas El Moudjahid !"* », se remémore-t-il d'un air détaché. Le lendemain matin, comme si de rien n'était et sans nouvelles des autres, André-Noël Cherid et Jay Salby réembarquent sur le bateau à destination de Palma de Majorque. 400 personnes sont à bord et attendent le départ.

À 10 heures, le bateau n'a toujours pas quitté le quai. Cherid et Salby s'inquiètent. Les autorités ont-elles été mises au courant ? « *J'aurais quitté le bateau et nagé jusqu'à Palma si j'avais pu* », se souvient Cherid. Salby, plus confiant, temporise.

À 14 heures, l'ordre est donné de lever l'ancre. Le bateau s'éloigne enfin lentement du quai.

Cela fait maintenant près d'une demi-heure que le navire vogue vers les côtes européennes lorsque Salby aperçoit les premiers lampadaires d'un quai qui se rapproche. « *Salby m'a touché le bras et m'a dit : "regarde, on arrive à Palma..."* J'ai regardé le quai qui s'approchait. Les lampadaires étaient orange. Or les lampadaires du quai de Palma sont blancs. J'ai compris que nous étions en train de revenir sur Alger. Salby m'a regardé interloqué. Il n'arrêtait pas de répéter que ce n'était pas possible. »

Ce que ne savent pas les deux hommes, c'est qu'à Alger les attentats ont bien eu lieu. Sauf un. L'attentat contre le tribunal d'Oran a échoué. À force de passer et repasser devant son objectif sans

Véritable prestataire de services, Aginter Press va fournir pendant de nombreuses années tout le nécessaire pour des opérations clandestines internationales



La police garde les abords de l'immeuble rue des Dardanelles à Paris, en face duquel Jean de Broglie a été abattu le 24 décembre 1976 // Photo: AFP

pouvoir poser sa charge, Medjeber est arrêté. Les policiers ouvriront le sac de plage et découvriront un pain de campagne évidé rempli d'explosif. Arrêté, il passe la nuit entre les mains de la sécurité militaire algérienne. Torturé, il avoue. Oui il n'est pas seul, oui les autres vont repartir vers l'Espagne, oui les services secrets français sont derrière l'opération.

Revenu à quai, le bateau est pris d'assaut par les policiers algériens qui collent des cagoules noires sur la tête des deux hommes

et les embarquent. Ils seront transférés dans un centre de torture où ils retrouvent Mohamed Medjeber. « *Il était méconnaissable. Ils s'étaient acharnés sur lui et il était dans un sale état lorsqu'on l'a vu, se rappelle Cherid. C'est là qu'on a appris que le président Boumediene en personne avait donné l'ordre de nous rattraper morts ou vifs* », poursuit-il.

« IL Y AVAIT BIEN DES CAMPS D'ENTRAÎNEMENT »

À Alger, dans le centre de détention, les interrogatoires continuent jour et nuit. À bout, Mohamed Medjeber lâche le nom du commandant Laurent. L'enfer commence pour les trois hommes. Sans nouvelles les uns des autres, ils ne vont pas voir la lumière pendant quinze jours. « *On a été torturés pendant deux semaines. Nuit et jour. Ils m'ont battu tellement fort que j'en ai perdu mon œil sans pouvoir voir de médecin* », se remémore Cherid, la gorge encore nouée.

La date du procès des « saboteurs » est fixée pour début mars 1976. Et comme un avertissement, le vendredi 20 février, une bombe de forte puissance est désamorcée à temps devant l'office du tourisme algérien à Paris. Deux jours plus

tard, dans la nuit du 22, une autre bombe explose au même endroit.

Le lendemain, l'ambassadeur d'Algérie en France adresse une note au Quai d'Orsay dans laquelle il dresse « *la longue liste des attentats dont ont été victimes en France des ressortissants et des biens algériens alors qu'aucune mesure de nature à assurer une protection permanente et efficace n'a été à ce jour mise en place* ». Parallèlement, Alger envoie un mémorandum au gouvernement français. Le texte fait le lien entre les « *derniers attentats qui feraient partie d'un*

À Alger, les attentats ont bien eu lieu. Sauf un. Celui contre le tribunal d'Oran a échoué. À force de passer et repasser devant son objectif sans pouvoir poser sa charge, Medjeber est arrêté

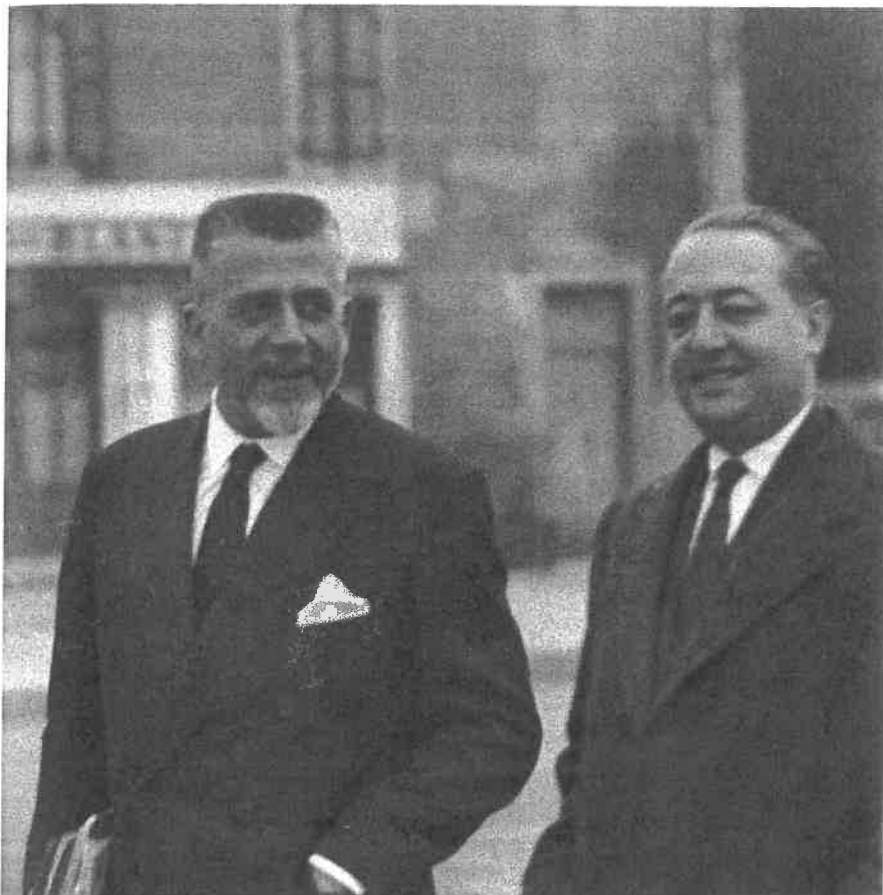
plan concerté en vue de déstabiliser l'Algérie ». Il y est question notamment des actions de Mouloud Kaouane, le chef du SOA, qui « *aurait*

mis sur pied, dans le sud de la France, des camps d'entraînement spécialisés dans l'action subversive et le sabotage sans être, à aucun moment et en aucune manière, inquiété par les services français compétents. »

« *C'est vrai qu'il y avait des camps* », reconnaît aujourd'hui Jean Baklouti, ancien responsable de la Direction de la surveillance du territoire (DST) de l'époque. « *Nous le savions. Ces camps d'entraînement étaient situés principalement en Espagne mais il y en avait aussi dans le sud de la France* », poursuit-il. Mais si la DST était au courant, pourquoi n'a-t-elle rien fait pour les démanteler ? « *Elle ne travaillait pas sur ce dossier. Toutes ces histoires algériennes, c'était le pré carré du SDECE, la DST n'était pas vraiment tenue au courant* », affirme-t-il aujourd'hui. Une manière de se dédouaner.

À Alger, les interrogatoires se poursuivent. Désigné comme chef du commando, Mohamed Medjeber se met à table. « *Oui, c'est à Paris que le recrutement a commencé* », assure-t-il. Il reconnaît qu'il travaille pour les services spéciaux français et implique dans l'affaire plusieurs anciens ténors de l'OAS, dont l'activiste Joseph Ortiz. Précis, il donne des noms, des lieux et des dates comme le relate le journal *El Moudjahid* daté du 5 mars 1976. « *J'ai été recruté*

Robert Buron (à gauche) et Jean de Broglie lors des négociations des accords d'Évian, qui mettent fin à la guerre d'Algérie en mars 1962 // Photo : SIPA



par un officier du SDECE. On m'a proposé 3 000 francs par mois, plus les frais, pour travailler pour les services spéciaux. Ensuite, j'ai fait la connaissance de Mouloud Kaouane et du colonel Laurent qui m'ont fait suivre un stage de maniement des explosifs. Au mois de septembre 1975, on m'a envoyé à Toulon où j'ai été pris en charge par l'activiste Joseph Ortiz [...]. Quelques jours plus tard, on me fit savoir que mille mercenaires étaient prêts à débarquer en Algérie pour y commettre des attentats et créer des troubles [...]. C'est en novembre que l'opération d'Alger a été décidée et début décembre je me suis rendu à Madrid où j'ai retrouvé Jean Laurent et Jay Salby pour la mise au point de l'opération », poursuit Medjeber selon les informations du journal. André-Noël Cherid et Jay Salby, eux, seront beaucoup moins loquaces malgré les tortures.

Fort de ses révélations, le procès commence à Alger le 3 mars 1976. Jay Salby et André-Noël Cherid avouent être les auteurs de plusieurs des attentats du SOA. Salby reconnaît avoir placé une bombe à

l'ambassade d'Algérie à Londres et admet avoir fourni à Medjeber des explosifs pour l'attentat contre le consulat de Bordeaux. Ce que ne savent pas les inculpés, c'est qu'ils ont été pris en chasse dès leur arrivée sur le sol algérien. Qui les a livrés ? Cela a toujours été un mystère. Aujourd'hui plusieurs responsables des services de sécurité algériens affirment que c'est un député français, ami politique de Giscard, qui aurait donné l'alerte. Il s'appelle Jean de Broglie. Signataire des accords d'Évian en 1962 et responsable des relations entre les deux pays, ce dernier est resté très proche de l'Algérie.

DES CRIMES RESTÉS IMPUNIS

Trente-quatre ans plus tard, un

ancien haut responsable de la DGSE reconnaît que « tout ce qui pouvait faire mal à l'Algérie était bon. Après 1962, il n'y avait pas que les pieds-noirs qui étaient revenus en France. Les militaires aussi. Tous les officiers de renseignement avaient rejoint leurs maisons d'origine. Parmi ces militaires, il y avait beaucoup d'anciens des DOP, les détachements opérationnels de protection », se souvient-il.

Derrière ce nom passe-partout se cachent des unités spéciales de renseignement dont, même aujourd'hui, l'armée française essaye d'oublier l'existence. « C'était les "tortureurs" officiels. Ils étaient appelés sur le terrain pour faire parler les prisonniers. À la fin de la guerre, ils ont été rapatriés bien qu'on ne sache pas vraiment où les mettre. Après huit ans passés à torturer, il est difficile de se réintégrer. Comme ils dépendaient du renseignement, on les a réintroduits au SDECE où ils ont continué leur guerre mais avec d'autres moyens et en utilisant des paravents », confesse cet ancien haut responsable.

Le 4 mars, le verdict tombe. La Cour de sûreté de

POSEURS DE BOMBES

LE VERDICT

Condamnés à la peine capitale



MEDJEBBER MOHAMED ALIAS
CLAUDE PASCAL ROUSSEAU



SALBY JAY



NOEL CHERID
ALIAS TEDESCO IGNACIO

à perpétuité

à 20 ans

LES POSEURS DE BOMBES



CLAUDE PASCAL ROUSSEAU HAROUN MOHAMED KACI LOUNES

ce matin devant la Cour de sûreté de l'Etat

Deux mois après leur arrestation par les services de sécurité, les membres du réseau subversif répondront, dès ce matin, de leurs actes devant la cour de sûreté de l'Etat qui tient son siège à Médéa.

Cette bande qui se compose de nostalgiques de l'OAS, de traîtres et de mercenaires, liés directement à des services spéciaux d'Outre-Méditerranée, avait été mise hors d'état de nuire, alors qu'elle s'apprêtait à commettre une série d'attentats dans le but de assurer la confusion et de faire croire à l'existence de problèmes intérieurs en Algérie, ainsi que le prétendait une campagne de presse entretenue en France. Ces attentats dont « El Moudjahid » fut la victime, faisaient partie d'un vaste

complot contre notre Révolution socialiste.

De l'enquête ouverte à la suite de cet attentat à la bombe, il ressort que certains des auteurs sont soit de nationalité française (Noël Cherid alias Tedesco Ignacio, Bertin Roméo), soit porteurs de l'attentat d'Alger appartenant à un réseau subversif anti-algérien implanté en France qui a, à son actif, une série d'attentats perpétrés contre les personnes et les représentations algériennes, aussi bien en France qu'en Europe.

C'est cette collection de criminels qui aura donc à répondre devant la cour de sûreté de l'Etat qui a été installée le 21 Février, à Médéa, par le Docteur Boualem Benhamouda, ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

Nul doute que la justice révolutionnaire, sur la base de preuves catégoriques, accomplira sa mission avec vigueur à l'égard de ceux qui ont cru pouvoir tenter impunément de porter atteinte à la Révolution socialiste.

M. MANSOURI



CHERRADI HOCINE



KACI LOUNES

audience, la cour de sûreté de l'Etat a rendu son verdict. Les auteurs de l'attentat à la bombe, Claude Pascal Rousseau alias Claude Pascal, Noël Cherid alias Tedesco Ignacio, Haroun Mohamed et Kaci Lounes, coupables d'atteinte à la sûreté de l'Etat, ont cependant bénéficié de circonstances atténuantes, de même que Daniel Paul condamné pour trafic de devises.

Cherradi Hocine, Haroun Mohamed et Kaci Lounes, coupables d'atteinte à la sûreté de l'Etat, ont cependant bénéficié de circonstances atténuantes, de même que Daniel Paul condamné pour trafic de devises.

(LIRE NOS INFORMATIONS EN PAGE 3)

La Une du journal algérien *El Moudjahid* lors du verdict dans le procès des poseurs de bombes du SOA, le 4 mars 1976. André-Noël Cherid (dans le rond rouge) est condamné à la peine capitale

l'État algérienne condamne Mohamed Haroun, Mohamed Medjeber, Jay Salby, André-Noël Cherid mais aussi trois autres membres du groupe à la peine de mort. Ils sont reconnus coupables d'atteinte à la sûreté de l'État et aux biens matériels militaires et civils. Pour eux, une longue nuit noire va commencer. Oubliés de Paris, ils vont purger leur peine pendant de nombreuses années. Mouloud Kaouane et le colonel Laurent ne seront, eux, jamais inquiétés.

À Paris, la guerre silencieuse contre Alger se poursuivra jusqu'à la fin des années 70. La mort du président algérien Houari Boumediene en 1978

et l'élection de François Mitterrand trois ans plus tard marqueront le début d'une nouvelle ère. Giscard parti, Alexandre de Marenches, le pa-

tron du SDECE, donne sa démission. Hors de question pour lui de travailler avec un gouvernement qui compte des ministres communistes !

Mitterrand, de son côté, n'a pas une confiance totale dans les services de renseignement et n'hésite pas à les qualifier de « voyous » en privé. Le SDECE est rapidement repris en main, purgé et renommé. Il devient la Direction générale de la sécurité extérieure, la DGSE. Les derniers camps d'entraînement sont également démantelés, d'abord en Espagne puis en France.

Une sombre période s'achève et l'Algérie compte ses morts comme le rappelle l'ancien responsable de l'Amicale des Algériens de France, Abdallah Zekri. « *Entre 1970 et 1978, il y a eu, au moins, 71 Algériens assassinés lors de ces attentats, tous revendiqués par les groupes Charles Martel et SOA. Mais jamais personne n'a été arrêté ni même inquiété...* »

Le 24 décembre 1976, quasiment un an après les attentats d'Alger, Jean de Broglie est assassiné en bas d'un immeuble de la rue des Dardanelles, dans le 17^e arrondissement de Paris. Quelques heures plus tard, un communiqué tombe. Il est signé par le groupe Charles Martel qui explique « *avoir liquidé le prince de Broglie en tant que responsable de l'invasion de la France par les hordes africaines.* »

Pourtant, sans explications, Michel Poniatowski, le ministre de l'Intérieur de l'époque, écarte cette piste. En trois jours, il trouvera les coupables et dirigera les

journalistes vers la piste financière - une vengeance pour une dette non honorée - lors d'une conférence de presse surréaliste. Jamais un crime politique n'avait été élucidé aussi vite...

André-Noël Cherid a dû attendre décembre 1986 pour retrouver la liberté. À sa sortie de l'aéroport, toujours accompagné par les deux hommes de la DGSE, il est installé « *dans une maison à quelques kilomètres de Paris où les agents revenant de l'étranger pouvaient se reposer et se faire soigner, une sorte de sas de décompression* », affirme-t-il. Il y restera quelques jours avant de repartir à Toulon. Obnubilé par ce fiasco qui lui a coûté 11 ans de sa

vie, Cherid reprend contact avec Kaouane et le rencontre dans un appartement, à Montpellier. « *Quand je l'ai vu, je*

lui ai dit : j'ai perdu mon travail, ma femme m'a quitté avec ma fille, j'ai perdu un œil et j'ai passé 11 ans en prison. Je n'ai pas grand-chose à perdre. Il va falloir que tu t'expliques », raconte Cherid.

La discussion est violente, les menaces fusent. « *Il s'est dédouané en m'expliquant qu'il avait tous les papiers de transfert d'argent à ma disposition montrant que les sommes avaient transité vers le compte du commandant Laurent. Il a affirmé qu'il n'avait rien à voir avec tout cela et que je devais voir cela avec cet homme. Mais, la seule personne qui aurait pu me remettre en contact avec lui, c'était mon frère* », explique-t-il avec un sourire triste.

Problème, Jean-Pierre Cherid, devenu entre-temps tueur à gages du GAL, les commandos exterminateurs montés par le gouvernement espagnol pour éliminer les nationalistes basques dans les années 80, a disparu. Alors qu'il conduisait une voiture bourrée d'explosifs qui devait tuer sept membres de l'ETA, le 19 mars 1984, ce dernier s'est volatilisé dans le centre-ville de Bayonne et ne donnera plus jamais de nouvelles. Emportant avec lui les secrets du colonel Laurent et onze années de la vie de son frère...

André-Noël Cherid, lui, a été retrouvé mort dans sa voiture, d'une crise cardiaque, deux mois après l'entretien qu'il nous a accordé. ■

**Entre 1970 et 1978,
il y a eu, au moins, 71 algériens
assassinés lors de ces attentats.
Mais jamais personne n'a
été arrêté ni même inquiété...**

Un épisode de la guerre froide

France / Algérie

Le pétrole est un enjeu majeur (parmi d'autres) de l'après-guerre d'Algérie, qui vire à la « guerre froide » entre les deux pays en dépit des discours officiels d'amitié. Au moment des accords d'Évian, il était entendu que la France resterait le partenaire privilégié pour l'exploitation du pétrole algérien. La stratégie de plus en plus autonome du pouvoir algérien pourrait expliquer une « stratégie de la tension » menée en rétorsion par une faction de « barbouzes » désireux de déstabiliser l'État-FLN. ■

À lire :

- Constantin Melnik, *De Gaulle, les services secrets et l'Algérie*, Nouveau Monde poche, 2012
- Hocine Malti, *Histoire secrète du pétrole algérien*, La Découverte, 2010
- Mohamed Sifaoui, *Histoire secrète de l'Algérie indépendante : l'État-DRS*, Nouveau Monde poche, 2014

JUILLET 1965

Accord pétrolier signé par le secrétaire d'État français aux Affaires algériennes, Jean de Broglie, et le ministre algérien des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika.

1968

L'Algérie manifeste sa volonté de réviser cet accord.

MARS 1969

Début d'une série d'attentats visant la communauté algérienne en France.

1971

Boumediene annonce la nationalisation de l'industrie pétrolière. Les attentats en France redoublent de violence.

1973

Lancement des SOA (Soldats de l'opposition algérienne).

1976

Référendum algérien prévoyant la substitution de l'arabe au français. Des attentats à la bombe surviennent dans plusieurs villes algériennes. Les commandos sont arrêtés dans la foulée.

Décembre : Assassinat de Jean de Broglie.

Qui a tué de Broglie ?

Le 24 décembre 1976, l'ex-secrétaire d'État aux Affaires étrangères Jean de Broglie, personnage omniprésent dans cette histoire, est assassiné dans des circonstances troubles, sa protection policière venant de lui être retirée alors qu'on savait sa vie menacée. Plusieurs hypothèses ont été développées depuis.

La piste crapuleuse Quelques jours seulement après le crime, le ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski affirme que l'enquête est close et les coupables identifiés. Le mobile serait une dette financière entre actionnaires d'un restaurant, *La Rôtisserie de la reine Pédauque*. Cette explication hâtive ne convainc pas et laisse de nombreuses zones d'ombre.

La piste espagnole Un journaliste espagnol, Jesus Ynfante, publie en 1981 une enquête sur les affaires de Jean de Broglie en lien avec un groupe de politiques et d'hommes d'affaires espagnols réputés membres de l'Opus Dei (*Un crime sous Giscard. L'affaire de Broglie, l'Opus Dei/Matesa, Maspero, 1981*). Ces derniers auraient détourné des crédits pour la fabrication et l'exportation de machines à tisser attribués à la société Matesa. Jean de Broglie, président du conseil d'administration de la Sodotex, filiale de la Matesa, aurait reçu une partie de cet argent soit pour lui-même, soit pour le financement des Républicains indépendants – le parti de Valéry Giscard d'Estaing – dont il fut trésorier. Il n'aurait jamais été en mesure de tenir ses engagements de remboursement. D'où l'hypothèse d'une exécution...

La piste affairiste Peu après le meurtre, *Le Canard enchaîné* consacre un long article à « *ce Prince qui se tuait à faire des affaires* ». On y apprend que sa société, Brincom, spécialisée dans les pays arabes, se livrait notamment au trafic d'armes. Alexandre de Marenches, patron du SDECE, aurait contribué



// Photo - AFP

à éloigner Giscard de son ancien protégé devenu trop sulfureux pour un président en exercice. Allusion transparente dans ses *Mémoires, Dans le secret des princes* : « *Il y avait dans le millefeuille que j'ai découvert en 70 un certain nombre de bestioles qui n'étaient pas au service de l'État et de la France, mais participaient à des lobbies, des organisations dont les ramifications parfois étrangères posaient des problèmes troublants.* » À la suite de ce bannissement, de Broglie se serait alors enfoncé dans des affaires de plus en plus périlleuses (voir Jacques Bacelon, *L'affaire de Broglie*, Picollec, 1981).

La piste algérienne Quasi ignorée à l'époque, la revendication de l'assassinat par le mystérieux groupe Charles Martel prend tout son sens dans le cadre de l'enquête publiée par *Sang-froid*. Ni crapuleux ni affairiste, le meurtre de Jean de Broglie serait une vengeance du groupe à l'origine des attentats anti-algériens commis sous Pompidou et Giscard, en France et en Algérie. Une vengeance qui s'expliquerait si de Broglie a bien « donné » à la Sécurité militaire algérienne les commandos envoyés sur son territoire. Selon nos informations, un autre enquêteur travaille sur cette piste et devrait livrer des éléments nouveaux d'ici 2017. ■